CONVENTION DE PARTENARIAT ENTRE LA COMMUNE D'ENSUES-LA-
REDONNE ET LA COMMUNAUTE URBAINE MARSEILLE PROVENCE
METROPOLE RELATIVE A L'INSTALLATION ET A L'EXPLOITATION DE
CAMERAS DE VIDEO-PROTECTION SUR LES PORTS DE PLAISANCE GERES
PAR MPM

Entre

La commune d'Ensuès-la-Redonne, représentée par Monsieur Michel ILLAC, Maire, dûment habilité par une délibération du conseil municipal du 6 juin 2013,

d'une part,

Et

L'Etablissement Public de Coopération Intercommunale « Communauté Urbaine Marseille Provence Métropole », représenté par Monsieur Eugène CASELLI, Président dûment habilité par une délibération du conseil de communauté en date du 25 octobre 2013,

d'autre part,

Il a été convenu ce qui suit :

Article 1 : objet de la convention

La présente convention a pour objet de définir le partenariat financier entre la commune d'Ensuès-la-Redonne et la Communauté urbaine Marseille Provence Métropole pour l'installation d'un système de caméras de vidéo protection sur les ports de plaisance de la commune ainsi qu'une mutualisation du service de la police municipale concernant le visionnage des images enregistrées par ses caméras.

Les ports concernés par cette convention sont les ports de plaisance de :

- la Madrague de Gignac
- Figuières
- Petit Méjean
- Grand Méjean.

Article 2 : Dispositions générales

Selon les dispositions de l'article 10 de la loi d'orientation et de programmation relative à la sécurité n°95-73 du 21 janvier 1995, les images prises sur l'espace public ne peuvent être visionnées que par les autorités publiques compétentes en la matière.

Dans ce cadre et dans l'optique d'une mutualisation des moyens, la commune d'Ensuès-la-Redonne met à la disposition de la Communauté urbaine Marseille Provence Métropole et notamment de la Direction des Ports qui l'accepte, le service de la police municipale pour visionner et exploiter sur son centre de visionnage les images provenant des caméras installées sur les ports de plaisance de la commune d'Ensuès-la-Redonne gérés par la Communauté urbaine Marseille Provence Métropole. Le cas échéant, le personnel de la Communauté urbaine Marseille Provence Métropole devra être habilité pour visionner ces images et le visionnage

des images ne pourra se faire qu'en présence du service de police municipale habilité.

En effet, la commune d'Ensuès-la-Redonne va mettre en place un Centre de Surveillance Urbain (CSU) géré par du personnel municipal dûment agréé par le préfet et le procureur de la République pour exploiter les images enregistrées et traiter les informations recueillies. Ces images seront, sous réquisition, à la disposition des services de la Gendarmerie Nationale et/ou de la Police Nationale.

En outre, les images concernant les ports seront enregistrées et stockées dans un espace dédié et sécurisé à l'intérieur des locaux des sociétés nautiques. La récupération de ces données ne pourra se faire qu'en présence du service de la police municipale habilité. Ce dernier sera également autorisé à pénétrer dans les locaux des sociétés nautiques pour régler tout dysfonctionnement lié au matériel de stockage des images enregistrées par les caméras de vidéo-protection.

Par ailleurs, la commune d'Ensuès-la-Redonne dispose d'un marché à bon de commande pour l'acquisition de matériel de vidéo-protection. Elle procédera à l'émission du bon de commande relatif à l'installation des 4 dômes et de la caméra fixe de vidéo-protection sur les 4 ports cités à l'article 1.

Le cas échéant, la commune se chargera d'établir le dossier de demande d'autorisation pour l'installation de ces caméras auprès des services de la préfecture.

Cette convention de partenariat présente un intérêt dans le cadre d'une bonne organisation des services, et du service rendu aux usagers des ports de plaisance d'Ensuès-la-Redonne. En effet, la forte demande des usagers pour assurer la sécurité des biens et des personnes suite aux nombreux vols et dégradations de matériels enregistrés ces dernières années, conduit les deux entités à répondre favorablement aux besoins des administrés, usagers du service public.

Ainsi ce partenariat permet d'assurer la mise en place d'un système de vidéo protection sur les ports de plaisance complémentaire à celui dont dispose déjà la commune, ce qui facilitera la connexion et l'harmonisation des futures caméras au système existant.

Article 3 : Dispositions financières

L'exploitation du port de plaisance relevant de la compétence de la Communauté urbaine Marseille Provence Métropole, la commune agira pour le compte de cette dernière pour la commande, le paiement et la réception des travaux concernant la fourniture et l'installation des caméras sur les ports.

Il convient de préciser que MPM sera propriétaire des caméras. A ce titre, les frais d'acquisition, d'installation des caméras seront remboursés à la commune par MPM sur présentation des factures Outre les frais d'acquisition et d'installation, les frais de maintenance et de gestions seront à la charge de la Communauté urbaine Marseille Provence Métropole.

Le coût des travaux est estimé comme suit (cette somme sera éventuellement révisée en fonction du coût réel de l'opération après exécution des travaux) :

Acquisition et installation de 4 dômes et d'une caméra fixe pour 39 723.30 € HT répartie comme suit :

- Port de la Madrague

1 caméra fixe + 1 dôme pour une installation complète estimée à 11 961,05€HT

- Ports de petit et grand Méjean

2 dômes pour une installation complète estimée à 18 940,67€HT

- Port de Figuières

1 dôme pour une installation complète estimée à 8 821,58€HT

La maintenance des caméras sera assurée par la direction des Ports via un marché spécifique.

La Communauté urbaine Marseille Provence Métropole s'acquittera des ces sommes sur présentation du ou des titres de recettes émis par la commune d'Ensuès-la-Redonne.

La mise à disposition du service de la police municipale pour le visionnage et l'exploitation, justifiés et rendus nécessaires pour la protection des administrés par des évènements particuliers, des images provenant des caméras installées sur les ports de plaisance se fera à titre gratuit.

Article 4 : Planning des travaux et du versement de la participation

- 2013 : Port de la Madrague (1 caméra fixe + 1 dôme)
- 2014 : Ports de petit Méjean, grand Méjean et Figuières

Article 5 : Responsabilité

Chaque entité restera souveraine et pleinement responsable des décisions prises dans le cadre de l'exercice de ses compétences.

Article 6 : Durée de la convention

La présente convention entrera en vigueur dès sa notification.

Elle est conclue pour une durée couvrant la réalisation de l'ensemble des travaux. Le cocontractant qui envisage de ne pas la renouveler, le signale à l'autre partie par lettre recommandée avec accusé de réception au moins six mois avant la date d'échéance, chaque entité restant responsable des compétences et matériels de son ressort

Article 7 : Conditions de résiliation

La résiliation de la présente convention pourra être prononcée sans indemnité en cas de non réalisation du projet, objet de la présente.

Fait à Marseille, le

Pour la Commune
d'Ensuès-la-Redonne
Le Maire

Pour la Communauté urbaine
Marseille Provence Métropole
Le Président

Michel ILLAC

Eugène CASELLI